

LA MEDITERRANEE DEMAIN, FACE A ELLE MEME

par Serge ANTOINE (1)

Je me réjouis de l'occasion que me donne M. Pierre COMTE, Directeur de l'Institut français du Caire, de parler devant vous de prospective, c'est à dire d'une réflexion sur l'avenir à 20 ou 30 ans. Et pas de n'importe quelle prospective, mais de celle qui nous concerne directement, dans notre condition de méditerranéens que nous sommes.

Cette réflexion, vers le XXIème siècle qui ne se veut pas une prédiction et ne voudrait pas être un monologue, mais une invitation à une participation collective, tire largement ses sources des travaux en cours du "Plan Bleu", lancé il y a près de 7 ans par les 17 Etats riverains de la Méditerranée. Qu'il soit dit en passant que cette recherche à l'horizon des années 2000 et 2025 est, dans le monde, assez exceptionnelle: ce travail d'exploration de l'avenir est même un cas unique, mené à l'initiative d'un ensemble régional: celui des Etats qui bordent la mer Méditerranée. Qu'il soit aussi dit en passant que ce travail, loin de se limiter à la mer elle-même, a pour cadre l'ensemble des territoires des Etats, même s'il se focalise, de préférence, sur les régions spécifiquement méditerranéennes et, en particulier, sur leur littoral.

*

* **

Entre le passé et l'avenir, telle est bien la condition humaine: celle de notre condition de méditerranéens. Pris par le quotidien, par les événements souvent douloureux, nous avons, peut-être plus que d'autres, besoin pour nous regarder simplement, tels que nous sommes, d'accomoder deux horizons: celui de notre histoire qui est dense, celui de notre destin qui est incertain.

(1) M. Serge ANTOINE, responsable des actions internationales du Ministère français de l'Environnement était au Caire pour préparer un accord de coopération environnement-développement entre l'Egypte et la France, à l'invitation de M. Ebeid, Ministre égyptien de la Réforme Administrative et de l'Environnement, M. Antoine est à l'origine du Plan Bleu pour la Méditerranée.



Historiens et "futurologues" (ou plutôt hommes de "prospective") sont, plus qu'on ne pense, des partenaires du "temps long", si nécessaire pour nous situer, donc pour être. Entre les Duby, les de Jouvenel, les Gaston Berger, les Braudel, il y a plus qu'un évident clin d'oeil.

Braudel est mort tout récemment et je m'en voudrais de ne pas évoquer sa mémoire, lui qui, depuis sa jeunesse à Alger où il était professeur, avait si fortement réuni la géographie et l'histoire, le temps et l'espace au travers d'une vue globale si dense; lui qui refusait d'être enfermé dans ce que l'on appelle des disciplines; lui qui refusait la statique de la géographie héritée et l'apesanteur de l'histoire dite "évènementielle". Braudel était de ceux dont Appolinaire disait "pitié pour ceux qui combattent aux frontières de l'illimité de l'avenir".

*

* *

Parler de Braudel c'est une manière de nous situer en orphelins et ne le sommes nous pas précisément dans cette Méditerranée qui a du mal à assumer son histoire et à affirmer son avenir ?

Me concentrant sur le futur, je parlerai peu de cette histoire terriblement forte de notre région du monde. En quelques mots, les caractères qui viennent de notre passé, tels qu'ils sont évoqués par d'autres que par nous, sont : berceau des civilisations, racine des grandes religions, artisans des villes et surtout de la "cité, au coeur des premiers courants d'échange et aussi de durables conflits localisés et permanents.

Sur ce dernier point nous ne fallissons pas à notre histoire, mais pour le reste ?

Berceau de civilisations ; sans doute. Mais il nous faut aujourd'hui relire l'histoire d'une manière moins anthropocentrique et moins triomphaliste ; d'Asie, d'Afrique et des Amériques nous arrivent des courants de civilisations que nous n'aurions jamais dû méconnaître, nous qui avons d'ailleurs tellement donné au



monde large que notre condition ne peut pas se refermer sur nous. Mais un coup de sang ne nous vient-il pas lorsqu'il y a 15 ans déjà, un futurologue, Herman Kahn, parlait de l'"avènement du Pacifique", qu'il décrivait comme "la Méditerranée de l'avenir" ?

Les religions que nous avons enfantées autour d'Abraham, les assumons nous aujourd'hui, au-delà de pratiques qui n'en sont que le squelette ou de résurgences néophytes où, même les plus déterminés, ne savent trop souvent que relire les livres saints à la lettre.

Quant aux cités, pouvons nous encore en parler, nous qui les maîtrisons mal ? A l'échelle millionnaire qui devient la règle ou à celle d'agglomérations baptisées, au mieux, "écuménopolis" (Doxiadis) sommes nous capables de leur permettre de faire corps avec la société et avec le paysage comme nous le faisons quant elles étaient à l'échelle humaine ? (1)

Quant aux courants d'échange, qui ne voit que leur support a changé. A l'heure de la communication, à l'heure des sociétés de communication, que sa passe-t'il ? Lorsque le feuilleton télévisé Dallas est là, entre 40 et 50% regardent cet au-delà de la Méditerranée, alors que les méditerranéens, par exemple, sont incapables d'échanger leurs propres programmes de télévision et que moins de 5% du linéage de la presse écrite est consacré, dans chacun de nos pays, au-delà de son territoire, aux faits et gestes de notre identité méditerranéenne.

Bien plus, notre patrimoine écologique et monumental est menacé : les atteintes sont aujourd'hui sans commune mesure avec celles dont se plaignait déjà Platon, concernant les forêts qui ont depuis, effectivement disparu de certaines régions de Grèce, du Liban, des alentours de Venise, d'Algérie.

Dans les régions littorales, les incendies de forêts, l'abandon de l'agriculture de pente (les terrasses), l'urbanisation, continue ou "mitée", l'artificialisation du littoral au Nord, l'érosion au Sud sont des faits majeurs et parfois irréversibles. Et

(1) Vers l'an 1500, la Méditerranée ne comptait que 3 villes de plus de 100.000 habitants (dans le monde 23) et 4 entre 50 et 100.000. Vers 1800, 14 villes de plus de 100.000 habitants (dans le monde, 66), 5 entre 50 et 100.000.



le pire pour les forêts, j'y reviens, ne sont peut-être pas les incendies, mais la méconnaissance, pendant un siècle, de la spécificité forestière méditerranéenne, de ses liens avec les activités humaines, de son intimité avec l'élevage.

La mer profonde, elle, n'en est pas, heureusement, au niveau d'alerte de la Baltique ou de la mer Noire; on a beaucoup parlé de pétrole dont les rejets diminuent par discipline et auront fortement regressé dans 30 ans. Mais, il y a nos rivages: certains pays comme le mien ont fait un effort qui dans 10 ou 15 ans, permettra de voir plus de 80% des eaux épurées. Mais, pour l'ensemble de la Méditerranée, ce sera plus long. L'état sanitaire des côtes devra être observé avec attention. Et déjà, la végétation côtière, celle des 500 mètres est atteinte, à la manière des pluies acides en Europe.

*

* *

Pour explorer l'avenir, la manière la plus simple, mais aussi la nécessaire première étape, consiste à prolonger les tendances, en ajustant simplement quelques liaisons et à analyser les changements probables (par exemple, à prendre en compte les technologies nouvelles). Nous allons rapidement le faire par chapitre.

- Le premier volet, qu'il est relativement facile d'extrapoler car ses évolutions étaient lentes jusqu'ici, est la population et pourtant même ici, l'avenir est peu perçu, en tout cas dans les pays du Nord de la Méditerranée.

Rappelons que les populations des pays riverains de la Méditerranée étaient environ 335 millions d'habitants en 1980 et devraient atteindre l'ordre de 450 millions en 2000 et 550 millions, ou plus, en 2025, (soit plus que les USA et l'URSS réunis !). A cette date, les populations de nombreux pays de l'Europe entre autres se seront stabilisées, ce qui ne sera pas le cas pour la plupart des pays du Sud et de l'Est



du bassin qui ne parviendraient à un tel équilibre qu'à la fin du XXIème siècle ou au début du siècle suivant ! (la population totale du bassin pourrait alors atteindre entre 750 et 800 millions d'habitants, si on en croit certaines études de la Banque Mondiale).

Cet accroissement de population s'accompagnera, en fait, d'un double basculement :

- quantitatif, vers le Sud et l'Est du bassin, avec la croissance et l'affirmation de quatre "pôles forts", à savoir le Maroc, l'Algérie, l'Egypte et la Turquie (chacun entre 60 et 100 millions d'habitants). Entre 1980 et 2000 par exemple, le Maghreb devrait croître d'environ 67% (80% pour la seule Algérie) alors que le nord-ouest (Espagne, France et Italie) croîtrait seulement de 9% (et encore, grâce à l'Espagne avec un taux de 13%). Les rapports de pays à pays seront inégalement modifiés ; ainsi, la Turquie et la Grèce : leur rapport de population, de 2,7 à 1 en 1950, passera de 9 à 1 en 2025.
- qualitatif aussi, car les populations vieillies du nord (63 à 68% de 15 à 64 ans pour les pays les plus développés) contrasteront avec les populations très jeunes (35 à 50% de moins de 14 ans pour les pays les moins développés) du sud et de l'est. Les pays du nord devront résoudre les problèmes spécifiques du troisième âge, les pays du sud les problèmes de la jeunesse et les formidables problèmes d'emploi...

Les problèmes de santé ne seront pas parmi les moindres à résoudre. Alors que l'espérance de vie à la naissance dépasse 70 ans pour les pays les plus développés, elle n'atteint pas 60 ans pour les pays les moins développés du sud et de l'est. Dans ces pays, les besoins en eau ne sont pas toujours assurés, entre autres, en période de sécheresse et son accessibilité pose problème : sa qualité et celle de l'assainissement en font un grand vecteur de maladie. L'insuffisance aussi de la ration alimentaire (carences qualitatives en protéines animales) rend le rachitisme fréquent et la mortalité juvénile y est de 20 à 30 fois plus élevée que parmi les populations des pays développés.



- La deuxième extrapolation possible est celle de l'urbanisation.

Les taux d'urbanisation qui n'ont cessé de croître depuis le début des années cinquante et dépassent presque partout 50%, risquent de continuer à croître vers des valeurs dépassant 75% dès l'an 2000 (France, 85% prévus). Le choc sera particulièrement fort par sa rapidité dans certains pays : ainsi, en Algérie 30% urbanisés en 1960 et 70% en 1980.

Aux populations permanentes s'ajoutent, dans la frange littorale, les populations estivales. Le tourisme international risque de doubler en quinze ans et ce seraient alors 150 millions de touristes présents en Méditerranée en l'an 2025, sans compter le tourisme domestique, lui aussi en forte croissance.

Malgré quelques tentatives de mise en oeuvre de politiques d'aménagement du territoire ("aménagement en profondeur" pour éviter la congestion et souvent la destruction des littoraux ou l'hypertrophie de certaines villes), il est évident que le processus de peuplement côtier se poursuit et même se renforce en même temps que l'urbanisation.

- La troisième donnée d'avenir est très préoccupante, elle concerne l'agroalimentaire. C'est celle de l'autosuffisance alimentaire, s'y ajoute celui de l'eau.

En 1980, quatre pays seulement avaient une balance commerciale agro-alimentaire excédentaire : la France et la Turquie et, dans une moindre mesure, l'Albanie et Chypre. Le déficit global des pays méditerranéens était de 13 milliards de dollars (soit 30% du déficit commercial dû au pétrole), avec en tête l'Italie, suivie par l'Algérie et l'Egypte. Ce chiffre global cache, en fait, une grande disparité entre les pays : alors qu'un habitant des pays du nord-ouest de la Grèce consomme plus de 60 kg de viande par an, un habitant de l'Egypte,



de l'Algérie ou du Maroc en consomme moins de 15 kg. Un italien consomme en moyenne cinq fois plus de produits laitiers qu'un égyptien.

A titre d'exemple, si en 2025 tous les pays méditerranéens s'alignaient sur la France et l'Italie pour leur consommation de viande (et ce n'est pas l'envie qui leur manque !) l'autosuffisance supposerait une augmentation des productions d'un facteur 12 pour la Tunisie et d'un facteur 28 pour l'Algérie. Ceci impliquerait une mobilisation, difficile à imaginer, des terres arables, déjà insuffisantes aujourd'hui, pour la consommation directe en céréales. En supposant simplement un doublement des productions 1980, le coût des importations nécessaires serait de plus de 20 milliards de dollars pour le Maghreb et de plus de 11 milliards de dollars pour l'Egypte (deux fois ses ventes actuelles de pétrole).

En ce qui concerne la consommation directe de céréales (de blé surtout) et la consommation indirecte (surtout orge et maïs) pour le bétail ; au total la consommation totale de céréales est de l'ordre de 180 kg par an, par habitant au Maroc, en Egypte, en Tunisie, etc... mais dépasse 600 kg par an pour un habitant des pays du nord.

En ce qui concerne l'eau enfin, rappelons que l'agriculture utilise environ 80% des ressources en eau aménagées. L'augmentation des surfaces irriguées risque d'amener certains pays au-delà du point de rupture (dépassement des ressources aménagées), ce qui, en fait, est déjà le cas de la Libye et d'Israël et menace pour Malte, Chypre, l'Egypte, l'Espagne et la Tunisie (recours aux ressources non conventionnelles, telles qu'eaux fossiles ou dessalement de l'eau de mer). Le quota actuel de prélèvement pour l'Egypte est de 55 milliards de m³ ; en l'an 2000, les besoins seront de l'ordre de 80 milliards.

- La quatrième donnée est celle de la communication

Les transports connaissent une véritable mutation : installation de pipe lines, rotations d'avions charters et transports



économiques sur route. Peut être demain le projet de tunnel de Gibraltar verra-t'il le jour ? Peut-être demain connaissons nous l'avion à 1.000 places ?

Mais, la véritable révolution, celle des moyens de communication téléphonique, informatique, visuelle, bouleverse aujourd'hui les courants d'échanges, d'affaires et de culture.

La Méditerranée n'a pas encore pris conscience globalement des conséquences de cette nouvelle géographie et cette lacune est, pour elle, un véritable risque.

- Les problèmes d'emploi et d'immigration

Les responsables des pays méditerranéens voudraient bien connaître la situation de l'emploi dans chacun de leur pays et globalement l'amplitude des migrations. Cette prospective est particulièrement difficile parce que le concept d'emploi est actuellement en sérieuse révision dans les pays industrialisés et masqué ailleurs, par d'autres considérations. Mais, il est vraisemblable qu'en termes stricts, les problèmes de l'emploi se révéleront sérieux dans les pays du Sud, particulièrement ceux où la croissance démographique est forte. Les mouvements d'émigration qui ont été au XIX^e siècle très forts en Italie, en Grèce, en Espagne, en Yougoslavie et importants entre 1950 et 1975, risqueront, selon les travaux de M. Baucic de connaître une forte poussée dans certains pays avant la fin du siècle.

Je n'ai pris comme exemple de données extrapolables, que ces cinq domaines : populations, urbanisation, agroalimentaire, communication, emploi et immigration ; mais on pourrait en prendre d'autres : l'énergie par exemple ou l'acier ou encore l'automobile.

- Consommation d'énergie

La réflexion prospective sur l'énergie à échéance 2025 pour le bassin méditerranéen n'est pas moins préoccupante que pour l'agro-alimentaire. On dit d'ailleurs souvent, que l'énergie

est est à l'industrie -et au développement- ce que l'eau est à la vie.

En 1980, le bassin a produit un peu plus de 310 millions de tonnes d'équivalent pétrole, dont environ 215 millions de tonnes de pétrole (en grande partie par les pays du sud : Lybie, Algérie, Egypte, Syrie et Tunisie) (1).

La consommation, surtout due au nord, a été d'environ 485 millions de tep, c'est à dire que le bassin était un importateur net.

En 2025, la consommation pourrait atteindre 1.000 millions de tep, soit un doublement en 45 ans.

Cette consommation reposerait encore pour 40-50% sur les hydrocarbures (pétrole et gaz), sur le charbon, sur le nucléaire (pour 15 à 20% selon certaines études de l'AIEA). La part du solaire pourrait être de quelques %, mais est aujourd'hui difficile à estimer.

L'acier

La consommation totale du bassin méditerranéen est de l'ordre de 60 millions de tonnes. La consommation apparente par tête est de 300 kg par an pour les pays développés du nord-ouest (à comparer aux 670 kg par an de l'américain moyen), contre 75 kg en moyenne pour le Maghreb (125 kg pour un algérien, mais 32 kg seulement pour un marocain).

Si en 2025 tous les méditerranéens consommaient autant que les habitants du nord-ouest aujourd'hui, la consommation totale s'élèverait à 165 millions de tonnes par an et aurait augmenté en moyenne depuis 1975 de 2,2% par an (à comparer aux 5% du rythme mondial entre 1960 et 1975). Ce chiffre représente le double de la capacité actuelle (85 millions de tonnes, dont 71 dans le nord du bassin).

(1) mais, déjà en 1985, l'horizon pétrolier tunisien arrive à son terme.



L'automobile

Prenons un autre chapitre, plus précis : l'automobile. Nous constaterons simplement qu'avec la viande, c'est le bien de consommation le plus demandé par quasiment toutes les populations en développement. Qu'on songe à la Grèce par exemple, où la population automobile a augmenté de 16% par an... à partir de 1973, premier choc pétrolier.

En 1965, le bassin méditerranéen possédait 17 millions de véhicules particuliers, dont 94% dans les trois pays du nord-ouest. En 1978, ce chiffre était passé à 46 millions, dont 89% encore dans les trois pays du nord-ouest (un véhicule particulier pour 3,6 habitants, contre un pour 50 dans la plupart des pays du sud).

En 2025, en combinant diverses méthodes d'estimation, on peut penser que la population automobile -sans compter les véhicules utilitaires- approcherait les 150 millions d'unités.

Les seuls "besoins" méditerranéens devraient être d'ici 2025, de l'ordre de 17,6 millions de véhicules par an (à comparer à la production mondiale actuelle d'environ 32 millions). La consommation annuelle d'acier correspondante serait entre 5 et 10 millions de tonnes et la production cumulée de véhicules entre 1980 et 2025 serait de plus de 600 millions de véhicules.

La consommation de carburant en 2025 serait de 120 millions de tonnes par an, ce qui suppose une consommation de pétrole de 240 millions de tonnes, si la structure de l'industrie du raffinage méditerranéen se calquait sur l'américaine actuelle (50% de carburant par tonne de pétrole traitée, contre 20% en Europe).

Autre calcul sur des effets pervers de la croissance : la "consommation" en vies humaines (d'après les statistiques OMS)(1) serait de 80.000 à 100.000 morts par an, avec dix fois plus de blessés graves et de handicapés physiques... Ne parlons pas de pollution où les normes auront alors changé.

(1) Organisation Mondiale de la Santé



EXTRAITS D'UNE BROCHURE PREPAREE PAR LA FONDATION
CLAUDE NICOLAS LEDOUX POUR LES REFLEXIONS SUR LE FUTUR ET PAR

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE FUTURIBLES (1)

1987

- 260 millions de téléspectateurs européens desservis par TDF 1 et TV SAT : début de la transnationalité de l'Europe de la communication.

1988

- Début de la mission Galiléo direction Jupiter
- Le câble sous-marin en fibre optique TATB relie USA et Europe
- L'Inde dépasse 800 millions d'habitants.

1989

- Lancement d'UARS pour la connaissance de la très haute atmosphère et ERS 1 lancé pour la surveillance des mers.
- Possibilité pour le Tiers-Monde de développer des cultures céréalières résistant au climat
- Pilule "du lendemain" en vente libre

1990

- Le satellite ULYSSE atteint le pôle du soleil
- 400 millions d'habitants dans les pays riverains de la Méditerranée (200 en 1947), 320 dans la Communauté Européenne, 300 en URSS, 250 aux USA
- Premières applications de traitement par genre génétique, des anomalies héréditaires traitables

1991

- Plus de 300 millions d'humains affectés par la désertification ?
- Ouverture de la possibilité généralisée du choix des sexes des enfants ?
- Nouvelle ère des mégacalculateurs
- Automatisation de la traduction des langues.

1992

- Mise à disposition du public de logiciels d'autodiagnostic pour les états pathologiques...
- Le Japon inaugurer son lanceur satellite H2.

1993

- Lancement probable de COLOMBUS, station spatiale à multiples objectifs (astronomie, matériaux nouveaux...)
- Lancement du satellite TV, ETALSAT de 2ème génération ; avec ses 12 à 20 canaux, il redessine l'Europe transnationale.

1994

- Lancement de la nouvelle génération des Météosat qui affinent les prévisions régionales
- Production par biotechnologies de carburants verts
- Evaluation scientifique de l'évolution climatique du globe et de l'effet des activités humaines

1995

- Lancement prévu, par ARIANE 5, de la navette européenne HERMES.
- New-York disparaît du peloton des 5 premières agglomérations du monde, distancée par Mexico, Sao Paulo, Tokyo, Calcutta et Bombay (qui totalisent 100 millions d'habitants).

1996

- Ouverture possible de la liaison transManche voitures et rail ?
- L'Egypte (en 1996) la Turquie (déjà en 1993) dépassent la population de la France.
- L'Inde dépasse 900 millions d'habitants.

1997

- Le nucléaire en Europe, dépasse 40% de la production d'énergie électrique (35% au Japon) (% aux USA).
- Vaccin contre le paludisme
- La population de l'Amérique Latine dépasse celle de l'Europe (Est et Ouest).

1998

- La population des villes du monde dépasse la population rurale
- La population du monde a plus de 6 milliards d'habitants : la Chine 1,3 milliard.

1999

- Le marché de l'intelligence artificielle dépasse celui de l'informatique en 1985.



*
* *

L'exercice de prospective à 20 ou 30 ans d'avance ne serait qu'une partie de lui-même s'il se limitait, chapitre après chapitre, à la poursuite de tendances ou à l'extrapolation des données les plus certaines ou les plus probables. La "tendance n'est pas là destinée" disait très justement le Dr René Dubos, l'un des pionniers de la prise de conscience universelle de l'environnement.

Il est des domaines où on ne peut pas prolonger des courbes et d'autres où il ne le faut pas. Le propre de la prospective n'est d'ailleurs pas de prédire, mais de permettre de choisir : la prospective est domaine de liberté : liberté personnelle, bien entendu, mais surtout liberté collective : celle d'une commune, d'une région, d'un pays : celle aussi qui, aujourd'hui, concerne 18 Etats méditerranéens et leur 350 millions d'habitants, c'est à dire nous.

Choisir son avenir c'est faire un pari qu'en langage prospectif on appelle un "scénario". L'équipe de recherche (1) du Plan Bleu s'est vu donner le mandat, outre le scénario que l'on appelle "tendanciel", de chiffrer quelques scénarios dits "alternatifs". Ces scénarios, tels qu'ils ont été choisis par l'ensemble des représentants des Etats méditerranéens,

font partie d'une famille : celle des scénarios "autocentrés". Ceci veut dire que les pays méditerranéens, dans leur ensemble, seraient plus "self reliant" ou plus "sustainable". Il n'est pas aisé si rapidement de décrire ces scénarios ou même de les schématiser. En peu de mots, on peut dire qu'ils prennent en compte une volonté plus affirmée d'identité méditerranéenne sans, bien entendu, la fermer sur elle-même. La vocation de la Méditerranée

(1) sous la conduite de M. Michel Grenon.



est d'être ouverte au monde et il ne s'agit pas de la plonger dans une quelconque autarcie intellectuelle ou économique. D'ailleurs, les peuples et les pays qui composent cette région font partie d'autres appartenances : l'Europe de plus en plus structurée et de plus en plus méditerranéenne, avec l'adhésion de l'Espagne et de la Grèce (1) et des accords sur la rive sud (le Maghreb, la Yougoslavie); ou le monde arabe.

Autre caractéristique de ces scénarios autocentrés : celle de voir renforcer le recours aux ressources méditerranéennes. Celles-ci ne sont pas nombreuses et les géographes soulignent souvent cette carence. Mais elles existent : par exemple pour l'agro-alimentaire, on peut s'appuyer sur des récoltes traditionnelles, trop souvent évincées (cf. les études du Pr. Kallal en Tunisie), par des schémas de référence "occidentaux" dans les habitudes alimentaires nouvelles.

Autre caractéristique : celle de maximiser les échanges entre pays méditerranéens, malgré les difficultés de communications ou le recentrage de courants d'échange extérieurs : les exemples ne manquent pas, encore une fois, pour les produits alimentaires.

Autre caractéristique voisine de celle là, réduire les dépendances extérieures là où c'est possible pour un certain nombre de produits, au-delà de ceux de "première nécessité"; s'efforcer aussi, et c'est là un autre objectif, de réduire les gaspillages de toute nature (rappelons au passage que ce mot de "gaspillage" à une origine ancienne, gauloise et paysanne "gaspilha").

Enfin, cette recherche "alternative" tend à aller le plus loin possible dans la conciliation entre l'environnement et le développement. (Ce caractère est très important pour un exercice -le Plan Bleu- dont l'essence même est d'être orienté sur l'environnement puisqu'il s'inscrit dans la Convention de Barcelone et se réfère au cadre international du Programme

(1) le Portugal aussi, mais qui ne figure pas parmi les signataires de la Convention de Barcelone.



des Nations Unies pour l'Environnement). Les scénarios alternatifs supposent des politiques les plus accentuées de protection et de mise en valeur de l'environnement, mais aussi des convergences entre des politiques de développement plus "doux" ou plus orientées vers des actions d'environnement susceptibles de dégager de nouvelles ressources (le recyclage par exemple) ou de créer des emplois.

Toutes ces caractéristiques doivent être combinées car elles ne vont pas toujours dans le même sens et sont même parfois contradictoires. Faire appel aux ressources spécifiquement méditerranéennes, c'est parfois renforcer des risques évidents de pollution, si on n'y prend pas garde. C'est dire que l'exercice ne tend pas simplement à additionner des chapitres ou des objectifs, mais à les relier entre eux dans une sorte d'"analyse de système" : on pourrait (et on le fait ici), parler d'"écosystèmes". Le travail conduit par l'équipe de M. Grenon, bénéficie des conseils d'un groupe international présidé par M. Jacques Lesourne qui a réalisé de nombreux travaux de prospective et a été responsable d'un exercice appelé "Interfuturs" engagé dans le cadre de l'OCDE avec un éclairage prioritaire sur les relations Nord-Sud. Il bénéficie de nombreux conseils scientifiques, en particulier pour l'écologie.

Le mécanisme prospectif et les objectifs ont été, on ne l'oubliera pas, définis dans les années 81-82 par M. Ismaïl Sabri Abdalla, dont on connaît l'autorité internationale et à qui l'on doit une recherche, collective elle aussi, sur les "futurs alternatifs arabes".

*
* * *

Tout cet exercice de prospective méditerranéenne n'a évidemment de sens que s'il est, avant même d'être terminé, objet de débat et de travail au niveau des différents Etats. La région méditerranéenne n'a pas de structure supranationale ou même communautaire : il appartient aux Etats de se servir du Plan Bleu comme référentiel pour leurs planifications ou pour leurs choix. C'est une sorte de "géométrie variable" où les Etats partenaires, comme ils l'ont fait à Gènes, prennent en compte



la situation d'ensemble de la région et peuvent ainsi mieux faire manoeuvrer leur barque à leur rythme, en fonction des conditions qui leur sont propres. Il ne peut s'agir à cette échelle d'une planification autoritaire ou même normative appliquée de manière uniforme.

Mais on peut espérer -et le Plan Bleu s'emploiera à fournir des éléments adéquats pour changer d'échelle ("effet de zoom")- que des collectivités subrégionales ou locales pourront, pour certaines décisions, tirer avantage de l'exercice. Il en sera sans doute ainsi pour les collectivités des régions littorales et des villes qui ont, entre elles, de nombreux points communs. En ces temps d'universalité dépersonnalisante, de délocalisation de la culture et de la vie quotidienne, quoi de plus utile que de se situer et d'affirmer son identité ? Bien des maux de l'environnement ne viennent-ils pas d'ailleurs, de cette "alocalisation", de cette perte d'identité ? Rien ne va plus lorsqu'un peuple vibre aux catastrophes des antipodes par voie médiatisée en n'ouvrant pas les yeux aux problèmes qui sont devant sa porte. Au point où nous en sommes, peut être faut-il pousser davantage notre relocalisation ? Et comprendre, par exemple, les corses qui rechignent à voir leur île alimentée en énergie par câble électrique pour affirmer leur identité insulaire.

Ce réenracinement au pays est aussi une manière de se positionner en méditerranéens, à la condition de faire les deux à la fois et de rester lucides.

L'appartenance à la Méditerranée, elle même conciliable avec d'autres appartenances -je l'ai dit- est indispensable pour certains grands problèmes : celui des mouvements de population, celui des grands ensembles de communication, celui de la protection et de la mise en valeur des patrimoines et celui, bien entendu, de l'environnement.

Deux conceptions se sont affrontées pour la construction de l'Europe : celle de Jean Monnet qui la préconisait par produits : le charbon, l'acier, l'atome et celle, moins connue, d'un planificateur, Maurice Rotival qui souhaitait que l'on aménage ensemble une région sensible : la vallée du Rhin.



C'est la première en Europe qui a prévalu : celle du "marché commun" par produits. Pour la Méditerranée, la deuxième voie paraît possible autour de notre mer commune la Méditerranée, non pas "res nullius", mais patrimoine commun. Mais nous avons la chance, 20 ans après, entre méditerranéens, de concevoir une autre forme de communauté autour de la notion de "réseau". M. Kassas et moi (1) savons ce que signifie le travail en partenaires, qui sera renforcé en 1986, par exemple, entre les Comités MAB des différents pays de la Méditerranée ; un réseau pourrait s'instaurer entre universités, entre responsables de parcs nationaux ou de réserves de biosphère. Ce ne sont que des exemples, mais il y en a bien d'autres.

*

*

*

Tirer si loin à l'horizon 2000 ou 2025 peut paraître un divertissement pour tous ceux qui, aujourd'hui sont pris par le quotidien. Cela peut paraître aussi une gageure pour des pays dont l'appareil d'observation ne fournit, souvent avec retard, que des données très approximatives. Cela peut paraître une bravade alors que l'avenir est fortement dépendant de styles de vie difficiles à imaginer au-delà de 10 ans et fortement dépendants de choix culturels et surtout politiques qu'il est difficile de prendre en compte.

Si l'on sait qu'il s'agit non pas d'une prédiction d'avenir, mais d'un exercice pour "garder la forme" et prendre de l'assurance pour certaines décisions, alors tout se met en place. Nous n'avons d'ailleurs pas le choix : pour l'environnement, il y a bien des décisions à prendre tous les jours et 30 ans d'avance ce n'est rien, même pas l'adolescence d'un arbre ; et que dire de la planification urbaine qui est toujours, disait Musset, en retard d'un siècle, nous ne vivons que de restes.

(1) M. Kassas est président en Egypte du MAB (Unesco) (programme Man and Biosphère) M. Antoine, Président du Comité MAB français.



Ce travail est peut-être encore plus nécessaire pour les méditerranéens que pour d'autres, car un de leurs problèmes d'aujourd'hui dans le monde, est qu'ils ne s'affirment pas assez. "Les peuples qui se taisaient, disait Jean Daniel, ne frappent pas à la porte de leur destin ? Le face à face des méditerranéens avec leur avenir est une condition pour être maître de leur destin. Une condition pour reconnaître ou même connaître leur identité et ne pas être emportés dans des voies dont ils ne percevraient même pas le sens.

Etre méditerranéen aujourd'hui, c'est regarder la part de Méditerranée que nous pouvons librement assumer demain. N'est-ce pas cela la "méditerranéité" ? Lire à travers les lignes du monde qui change si vite et le dire. Peut-être alors la Méditerranée reviendra-t'elle, Valéry l'espérait, une "fabrique à civilisations" ?

